

SOLIDAGRO

Rapport annuel 2021


PB-PP | B-00043
BELGIE(N)-BELGIQUE



SOLIDAGRO

Préface

Cher partenaire et sympathisant

Nous vivons une époque incertaine. La guerre en Ukraine ajoute de l'huile sur le feu de la crise corona. L'inflation des coûts de l'alimentation et de l'énergie frappe les personnes en situation de pauvreté de manière disproportionnée. Les prix alimentaires en Afrique de l'Ouest ont déjà augmenté de 30% au cours des cinq dernières années en raison de la sécheresse, des inondations, des conflits et de l'impact économique de la pandémie. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la guerre en Ukraine – qui fait rage au moment où nous écrivons cette préface, en avril 2022 – pourrait entraîner une nouvelle hausse de 20% des prix alimentaires dans le monde.

Même en ces temps difficiles, Solidagro et ses partenaires restent convaincus que l'agroécologie est une solution durable pour un système alimentaire résilient. Nous plaçons pour une production alimentaire moins dépendante des ressources externes telles que les pesticides et les engrais chimiques coûteux. Pour un système alimentaire moins orienté vers l'exportation et moins dépendant des importations. L'agroécologie ralentit le changement climatique et limite ses conséquences (coûteuses).

Au cours du second semestre 2021, Solidagro, en collaboration avec les organisations FIAN Belgique, Quinoa et Viva Salud, a travaillé sur un nouveau plan quinquennal pour la période allant jusqu'à 2026. Ce travail dur a récemment été couronné par une approbation de la DGD, notre principal département gouvernemental subventionnaire. Par le biais du programme commun, nous soutenons la lutte des mouvements sociaux en Belgique et dans nos pays partenaires : le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, la Bolivie, les Philippines et (nouveau à partir de 2022 !) la Palestine. Nous luttons pour des alternatives politiques, écologiques, économiques et sociales qui servent réellement le peuple, au lieu des politiques capitalistes néolibérales. Nous nous opposons aux pratiques qui affaiblissent les droits de l'homme et exploitent la planète et ses ressources.

En juin 2021, Bart Meylemans m'a transmis le relais de la présidence. Merci Bart pour les années de soutien à Solidagro, d'abord comme coordinateur, puis comme membre du conseil d'administration et président. Nous remercions également chaleureusement tous ceux qui ont contribué à notre travail l'année dernière. En tant que membre du personnel, bénévole ou sympathisant. Nous travaillons ensemble à un monde meilleur, où chacun a accès à suffisamment de nourriture et d'eau.

En 2022, Solidagro souhaite évoluer vers une organisation plus internationale. Nous voulons impliquer nos employés dans les bureaux nationaux et les organisations partenaires dans notre structure et notre politique. De cette manière, nous espérons pouvoir nous concentrer sur l'influence des politiques et sur la construction et l'échange de connaissances et d'expertise au niveau international. Désormais, nous travaillerons également avec un coordinateur de programme qui sera responsable de tous les programmes ainsi que de l'échange mutuel et de la coordination. La qualité et les résultats s'en trouveront incontestablement améliorés !

Paul Verbeke,
Président Solidagro

Contenu

- 4 Que fait Solidagro ?
- 5 Notre mission
- 6 Une rétrospective du programme passé
- 8 Accroître notre impact à travers notre plaidoyer
-  10 Belgique
-  14 Bolivie
-  16 Burkina Faso et Mali
-  18 Les Philippines
-  20 Sénégal
- 22 Participez !
- 24 2021 en chiffres
- 26 Aperçu



Que fait Solidagro ?

Solidagro contribue à la réalisation du droit mondial à l'alimentation et à l'eau par la promotion du système alimentaire agro-écologique. Dans la chaîne de la production à la consommation, nous convainquons des organisations et particuliers en Belgique et nos six pays d'intervention, de passer à l'agriculture agro-écologique et ses produits. Nous renforçons en collaboration des mouvements sociaux qui défendent l'agroécologie et nous implorons les gouvernements de créer un cadre juridique et de mettre en œuvre des politiques efficaces qui favorisent l'agroécologie.

L'agroécologie, qu'est-ce que c'est ?

L'agroécologie est la science qui étudie la manière dont l'agriculture et l'écologie (le climat, mais aussi la biodiversité et l'utilisation des terres) peuvent collaborer au mieux. Elle renforce les interactions positives entre les différents éléments des agroécosystèmes (plantes, animaux, arbres, sol, eau) et des systèmes alimentaires (eau, énergie renouvelable et des chaînes alimentaires localisées). La durabilité économique et sociale est également un concept clé : les producteurs ont droit à la souveraineté, à des conditions de travail et de vie décentes et à un prix équitable.

Nos projets

En collaboration avec des organisations paysannes et nos partenaires locaux, nous travaillons sur des solutions concrètes en Bolivie, au Burkina Faso, aux Philippines, au Mali et au Sénégal par :

- Soutenir des initiatives telles que la construction des potagers, des puits d'irrigation, des banques de semences, l'introduction des cultures adaptées ;
- Encourager la création des organisations d'agriculteurs, avec des dirigeants forts, pour travailler ensemble sur la sécurité alimentaire et pour inciter au changement politique ;
- Encourager la création des coopératives afin que les agriculteurs puissent acheter du matériel (des semences, des engrais, des machines) ensemble ;
- Des formations aux techniques de fertilisation durable, à la culture des légumes, à l'alimentation saine, au fonctionnement d'une usine de riz coopérative, etc.

D'après l'expérience que nous avons acquise, nous voulons contribuer à une plus grande solidarité internationale en Belgique. C'est pourquoi Solidagro met l'accent sur des échanges interculturels pour les jeunes, l'orientation des bénévoles, la mobilisation en faveur de l'agroécologie et offrir une perspective plus globale aux réseaux belges actifs dans la transition agro-écologique, tels que Voedsel Anders et la Coalition contre la Faim.



Cette photo a été prise dans le cadre d'un projet visant à améliorer la nutrition et à renforcer l'autonomie des femmes dans la région rurale de Zabré, au Burkina Faso. Le mouvement de femmes Pag-La-Yiri a mis en œuvre le projet sur place. Pour en savoir plus sur notre travail au Burkina Faso en 2021, consultez les pages 16-17.

Intégrité

Solidagro attache beaucoup d'importance au service correct. C'est pourquoi nous appliquons une politique d'intégrité efficace en respectant complètement le décret d'intégrité et les modifications dans la Loi relative à la Coopération belge au Développement avec l'addition d'une partie concernant l'intégrité (révision du juillet 2020). Le code est appliqué en Belgique et à l'étranger par tous les partenaires, employés et bénévoles de Solidagro.

En 2021, le point de contact pour l'intégrité de Solidagro n'a reçu aucune plainte.



Notre mission

Solidagro défend

- Le droit à l'alimentation pour tout le monde.
- Le droit des peuples et des États de déterminer de manière autonome leur propre politique alimentaire et agricole.

C'est-ce que nous faisons

En soutenant les mouvements de bases et les organisations paysannes en Belgique, en Bolivie, au Burkina Faso, aux Philippines, au Mali et au Sénégal par :



- Le renforcement de capacités des citoyen.ne.s, organisations paysannes et partenaires :
 - Institutionnellement, par l'administration, la dotation en personnel et le financement ;
 - Au niveau du contenu, par le suivi du programme, le renforcement technique et le soutien des processus.
- Faciliter les échanges, la coopération et influencer les politiques ;
- Augmenter et rendre plus durable la production alimentaire en vue de l'indépendance économique ;
- Sensibiliser à la cohérence mondiale des questions alimentaires et agricoles ;
- Faire pression pour obtenir davantage de fonds et de soutien politique pour la solidarité internationale.

Notre façon de travailler se caractérise par

- Un esprit d'alliance et d'égalité ;
- Coopération fondée sur le respect mutuel, l'échange et le dialogue.





Bolivie



Les Philippines



Burkina Faso



Belgique



Mali



Sénégal

Une rétrospective du programme passé

Dans ce rapport annuel, nous ne revenons pas seulement sur l'année passée. Après tout, 2021 était aussi la dernière année d'un programme quinquennal avec de nombreux changements qui ont façonné Solidagro. Un regard en arrière.

« Grâce à notre coopération renforcée avec l'ONG belge Viva Salud, nous travaillerons également en Palestine à partir de 2022. »

Pascal Van Driessche, administrateur du programme commun

Unir les forces

La décision la plus importante prise à l'approche de la période 2017-2021 a été de mettre en œuvre un programme commun avec nos collègues des ONG belges Viva Salud et KIYO, qui travaillent respectivement sur les thèmes du droit à la santé et des droits de l'enfant. La coopération sur le terrain s'est concrétisée principalement en Belgique et aux Philippines, où tous trois sont actifs. Nous avons également lancé des processus d'échange où nous apprenons les uns des autres, comme sur les droits de l'enfant en tant que question transversale et sur les visions du partenariat. Des réunions conjointes de partenaires internationaux ont eu lieu en Belgique, aux Philippines et au Sénégal.

Les trois organisations ont partagé leur expertise et leurs modes de pensée. Lors d'un examen à mi-parcours en 2019, nous avons cherché à savoir si nos méthodes de travail respectives étaient cohérentes avec notre vision des processus de changement et si nos trois thèmes pouvaient se renforcer mutuellement. La réponse à ces questions a été généralement positive. Une expérience particulière au cours de ce processus a été la réalisation d'évaluations «transnationales», où le personnel d'une organisation est allé évaluer un programme national d'une autre organisation. Cela a conduit à une nouvelle coopération en Palestine, où Solidagro participera au programme de Viva Salud à partir de 2022.

Une coopération plus large a été assurée par les cadres stratégiques communs, que le gouvernement belge a introduits en 2016. Un tel cadre regroupe toutes les ONG belges actives dans un pays et leur permet de définir des stratégies et des objectifs communs. Cette nouvelle forme de consultation a permis une meilleure connaissance du travail de chacun, des processus d'apprentissage communs et la promotion de la coopération. En outre, il existe désormais une meilleure compréhension mutuelle et une meilleure coordination entre les acteurs belges et le gouvernement subventionnaire.

Enfin, la coopération a été renforcée avec Voedsel Anders et la Coalition contre la Faim, deux réseaux belges pour l'agroécologie et le droit à l'alimentation. Le responsable du mouvement, de la communication et de la politique de Solidagro renforce l'équipe de Voedsel Anders un jour par semaine et le responsable politique participe à la rédaction des textes politiques en tant que membre de la Coalition contre la Faim.

Une approche structurelle

L'évolution la plus profonde de la coopération avec KIYO et Viva Salud a sans doute été le choix de l'approche fondée sur les droits comme ligne directrice stratégique. Contrairement à une approche «plus rapide» des besoins, les bénéficiaires du programme ne sont pas des victimes qui reçoivent de l'aide, mais des individus à qui nous donnons les moyens de faire valoir leurs

« Défendre le droit à l'alimentation est indissociable de la protection des organisations civiles. »

Pascal Van Driessche, gestionnaire programma, Philippines et Bolivie

droits. L'approche consiste donc à encourager les groupes cibles à faire valoir leurs droits auprès des responsables, en premier lieu le gouvernement. Dans une telle approche, les projets concrets servent principalement de leviers pour l'autonomisation des groupes cibles et de meilleures pratiques pour montrer quelles sont les alternatives possibles. C'est ainsi que nous abordons le problème de l'insécurité alimentaire de manière structurelle.

Afin de promouvoir et d'approfondir l'approche basée sur les droits, nous avons lancé www.approchedroits-rechtenbenadering.be et organisé un séminaire réussi avec onze autres organisations fin 2021, avec une centaine de participants physiques et en ligne.

Un contexte difficile

Malgré des plans stratégiques solides, nous restons tributaires d'un contexte changeant qui échappe à notre contrôle et nous oblige à faire preuve de créativité et à procéder à des ajustements. Bien sûr, nous pensons avant tout au pouvoir de l'agrobusiness, qui laisse peu de place au déploiement d'un système alimentaire alternatif, agro-écologique, à grande échelle. Mais il y avait (et il y a) d'autres obstacles, comme le changement climatique qui perturbe la production alimentaire et provoque des catastrophes naturelles avec de grands dégâts. De plus, la crise sanitaire nous a empêchés de mobiliser des personnes pour des activités et de rendre visite à nos partenaires pour établir ou renforcer des collaborations.

Le contexte politique a également entravé notre travail. Au Mali et au Burkina Faso, les groupes terroristes ont pris de plus en plus de place et les gouvernements temporaires ont vacillé. En Bolivie, l'échec des élections présidentielles a provoqué des tensions entre les organisations d'agriculteurs et nos partenaires. Et aux Philippines, les militants sont toujours victimes d'intimidations, de fausses accusations et même de meurtres. Défendre le droit à l'alimentation est donc inextricablement lié à la protection de l'espace et de la liberté d'organisation et de mobilisation des organisations de la société civile.

Des étapes importantes vers le droit à l'alimentation

Avec un budget annuel moyen d'environ 2 millions d'euros, réparti sur six pays, nous avons obtenu de grands résultats. En Belgique, grâce à des dizaines d'activités publiques, nous avons mis des milliers de personnes en contact avec l'agroécologie, dont certaines ont pris le train en marche en tant que bénévoles. Grâce au travail politique, qui remplace notre travail scolaire depuis 2020, nous faisons pression sur le gouvernement flamand et fédéral pour que la politique alimentaire devienne agroécologique. Dans les autres pays d'intervention, nous avons pu soutenir directement un total de 70 000 personnes. Un multiple de ce nombre a été atteint indirectement par le renforcement des capacités, la mobilisation et le travail politique.

En Afrique de l'Ouest, le soutien aux organisations sociales en matière de jardins potagers, de petit élevage et d'approvisionnement en eau potable, ainsi que l'accent mis sur l'amélioration de la situation socio-économique des filles et des femmes, se sont distingués. Aux Philippines et en Bolivie, des réseaux nationaux pour l'agroécologie ont été mis en place, également sous l'impulsion de Solidagro. En Bolivie également, un travail législatif fructueux a été réalisé pour la protection des ressources en eau. Et dans la Cordillère philippine, nous avons renforcé la coopération avec la province de Flandre orientale, non seulement sur la réalisation du droit à l'alimentation, mais aussi sur la santé et les droits des travailleurs.

Enfin, un mot de remerciement à tous les fidèles bénévoles, membres du conseil d'administration, stagiaires, sympathisants, partenaires techniques et financiers qui rendent possible le travail de Solidagro et de ses partenaires locaux dans le monde entier !

Accroître notre impact à travers notre plaidoyer

Solidagro travaille à réaliser une politique de développement agricole qui ancre structurellement l'agroécologie tant en Belgique que dans les pays partenaires.. Compte tenu des circonstances (crise sanitaire, sécheresse et hausse des prix alimentaires) en 2021, notre responsable politique n'a eu d'autre choix que de mettre l'accent sur les lacunes de notre système alimentaire, qui continuent d'entraîner l'exploitation et la marginalisation des communautés agricoles vulnérables. Dans notre travail politique, nous adoptons résolument une approche systémique et une optique de genre pour souligner l'importance de l'agroécologie auprès des décideurs politiques concernés.



© FIAN

Des résultats décevants au Sommet de l'alimentation de l'ONU

Le Sommet des systèmes alimentaires des Nations Unies, qui s'est tenu en septembre, a donné l'impulsion à un discours systémique, que de nombreux membres du mouvement agroécologique attendaient. Solidagro a participé au webinaire préparatoire de Thierry Kesteloot (Oxfam) et notre chargée de plaidoyer Fairouz Gazdallah a rédigé un certain nombre d'analyses sur ce qu'implique un tel sommet et a mis en avant les questions cruciales dans de tels processus politiques et le rôle joué par la société civile. Nous avons utilisé nos médias sociaux pour répondre à vos questions et préoccupations. Des questions telles que la pertinence d'un tel sommet sur l'alimentation en Belgique et les forums qui existent aujourd'hui en Belgique pour discuter des questions agricoles et alimentaires ont été abordées.

L'égalité des genres : moteur d'un système alimentaire écologique et social

En mars, nous nous sommes associés à Broederlijk Delen (Suzy Serneels) et à PELUM Zimbabwe lors du festival en ligne Kiemkracht, une initiative de Voedsel Anders et Velt. Il s'agissait d'une collaboration pour mettre en lumière le thème «féminisme et agroécologie». Nous avons laissé une paysanne (Antoinette Simonart), une psychologue (Ann Sterckx) et une poète (Lisette Maneza) témoigner de l'importance de l'égalité des genres comme moteur inconditionnel d'un système alimentaire écologique et social.

Dans le cadre du webinaire, Fairouz Gazdallah et Barbara Van Dyck, professeur d'agroécologie politique à l'université de Coventry, ont rédigé l'article «Genre et système alimentaire : entre le déni et l'idéalisation» pour le *think tank* Oikos. Elles y réfléchissent à l'impact du discours féministe du ministère de la coopération au développement et du ministère de l'agriculture sur les paysannes à travers le monde. Plus spécifiquement, elles s'attardent sur les lacunes et les stéréotypes inclus dans la Note stratégique pour le secteur Agriculture et Sécurité alimentaire de la Coopération belge au développement et dans la politique agricole flamande. Vous pouvez trouver l'article sur solidagro.be.

« L'un des défis mondiaux reste la lutte contre la faim. Dans notre monde prospère, la faim et la malnutrition tuent encore 9 millions de personnes chaque année, et la Covid a augmenté ce chiffre. Pourtant, nous avons l'expertise et les ressources nécessaires pour mettre fin à la faim, avec des systèmes plus justes et plus durables. »

Joke Bosteels,
conseillère au cabinet-Meryame Kitir



Les femmes prennent la parole

Dans le cadre du séminaire sur l'approche des droits, nous avons rejoint FOS-Solidarité Socialiste et Le Monde Selon Les Femmes pour explorer la question de l'égalité des sexes dans la solidarité internationale. Les militants des droits de l'homme et citoyen.ne.s qui défendent le droit à l'alimentation et les droits du travail sont confrontés quotidiennement à des violences sexistes. En plus de soutenir les victimes, elles doivent trop souvent subir elles-mêmes des violences du fait de leur engagement. Nous avons interrogé des féministes dans des mouvements sociaux et au sein de syndicats. Lors de cette session, Magali Verdier (conseillère des travailleurs domestiques sans-papiers) et Marie Caraj (experte des défenseurs des droits de l'homme) nous ont donné des outils pour continuer la lutte d'émancipation malgré les obstacles persistants.

Posons des questions.

Pour transformer les résultats décevants du sommet alimentaire des Nations unies en un moment de réflexion, nous avons participé à un colloque de la Coalition contre la Faim. Nous avons invité des experts tels que Michael Fakhri (rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation), Chantal Clément (coordinatrice d'IPES-Food) et Joke Bosteels (conseillère au cabinet de Meryame Kitir, ministre de la coopération au développement) pour un aperçu global des défis de l'avenir. Notre chargée de plaidoyer a modéré une discussion entre Lorena Villareal, bâtisseuse communautaire de notre partenaire PNFSP aux Philippines et Abdoulmoumouni Illo, directeur de CADEV (Caritas au Niger) avec comme sujet principale: les systèmes alimentaires durables peuvent-ils apporter une réponse à l'instabilité politique et au phénomène mondial de l'exode rural?



« L'agroécologie est une forme d'agriculture très durable. (...) L'avantage est que vous rendez l'agriculteur autonome et que vous lui donnez les moyens de développer son activité avec tout ce qui est disponible dans l'environnement directe. C'est important pour rendre les gens autonomes. Dans les pays en développement également, où les conditions climatiques sont parfois extrêmes, il est important de rendre les agriculteurs plus résilients. Je vais contribuer à soutenir la voix de l'agroécologie dans les forums internationaux. »

ministre de la coopération
au développement Meryame Kitir

Tout est politique

La coopération politique n'a pas seulement eu lieu dans le cadre de conférences. Avec la Coalition contre la faim, nous avons invité le ministre Meryame Kitir à la ferme de BoerEnCompagnie pour parler des avantages de l'agroécologie pour construire des systèmes alimentaires durables dans les pays partenaires de la Belgique. Le ministre soutient notre mission et un soutien des décideurs politiques est essentiel pour réaliser une transition agroécologique.

Un livre !

À Solidagro, nous continuons à contribuer aux groupes de réflexion et aux actions conjointes avec nos partenaires, mais nous faisons également de l'écriture collective. En 2021, avec des membres de Voedsel Anders, nous avons rédigé plusieurs chapitres d'un livre sur l'avenir de l'agriculture en Flandre. Nous avons souligné l'impact de l'agriculture flamande sur les paysans dans des pays à faible revenu. Le livre sera publié en automne 2022.

Belgique

2021 était une année d'espoirs, d'opportunités, de déceptions et de recommencer avec nouvelle énergie. Les six premiers mois ont encore été marqués par ce fameux virus, et les activités organisés de façon numérique. Pendant les vacances d'été, il y avait enfin de la place pour se retrouver et nous pouvions aller dans les champs avec les Brigades d'Actions Paysannes et nous salir les mains. Les participants de Solidagro Beweegt (Solidagro Bouge) ont accumulé des kilomètres ensemble et ont fini par (virtuellement) arriver jusqu'en Bolivie. À l'automne, nous avons dû changer à nouveau de vitesse à cause de la Covid 19. Heureusement, nous avons toujours un plan B en réserve. Ainsi, Defend the Defenders est passé au numérique avec une action symbolique à Sint-Niklaas, au lieu d'une manifestation sur la Place de la Gare.

Débat public

Avec des activités pour le grand public nous voulons engager les citoyen.ne.s en les sensibilisant aux inégalités globales dans le monde et en établissant toujours un lien entre le local et le global. Dans ce contexte, les citoyen.ne.s intéressés ont pu assister en février à un débat en ligne organisé par paysan.ne.s dans le Pays de Waes. Nous avons collaboré avec Boerenforum, Wervel, Voedselteams, Avansa Waas & Dender et la ville de Sint-Niklaas. L'intérêt pour les circuits courts s'est remarquablement accru en raison de la crise du corona, mais des thèmes tels que le revenu équitable et le prix des aliments ont également été abordés.

Kiemkracht

De février à la mi-avril, le premier festival public «Kiemkracht» de Velt et Voedsel Anders a eu lieu. Solidagro était co-organisateur et modérateur du webinaire «Le pouvoir des femmes : féminisme et agroécologie». Plusieurs femmes fortes ont pris la parole et ont montré comment l'(éco)féminisme et l'agroécologie ont des interfaces importantes et comment les initiatives féminines sont un atout important sur la voie d'un modèle agricole écologique et social. En raison du format en ligne, il était possible d'inviter des intervenants internationaux et nous avons eu une très large audience. 300 personnes ont suivi le webinaire.



Soirée de discussion en ligne avec des paysan.ne.s locaux

Grâce à la crise sanitaire (Covid-19), de plus en plus de personnes recherchent des paysan.ne.s locaux pour acheter des produits ou souscrire à des abonnements de fruits et légumes. Bien que les paysan.ne.s soient essentiels à notre système alimentaire, nous n'entendons pas souvent parler d'eux dans le débat public. C'est pourquoi, fin février, nous avons organisé une soirée de discussion avec des agriculteurs du Pays de Waes, en collaboration avec Boerenforum et Voedselteams. Les experts locaux ont discuté des différents styles d'agriculture, d'un revenu équitable, du pouvoir des circuits courts et de l'alimentation durable. En collaboration avec la ville de Sint-Niklaas, nous avons également mis l'accent sur le développement d'une stratégie alimentaire locale. Quelque 85 personnes ont suivi la discussion en ligne. Les participants ont eu le temps de poser des questions, ce qui a donné lieu à des discussions intéressantes.

Pique-nique Plein Public

Nous avons également organisé le Pique-nique Plein Public, un pique-nique pour les écoles et les organisations que nous organisons avec certains partenaires de Sint-Niklaas depuis 2018, différemment cette année. Les participants - cette année également avec des entreprises - ont pu récupérer leur repas équitable et ont reçu un code pour regarder en ligne notre documentaire Dry Paradise (2019). Le film donne une bonne image de l'importance de l'agroécologie au Sénégal et de l'impact des projets de Solidagro sur les communautés locales.



LES CITOYEN.NE.S APPRENNENT À CULTIVER LA TERRE PENDANT LES JOURNÉES DE PARTICIPATION

Dans le cadre des Brigades d'Actions Paysannes, en collaboration avec FIAN et Wervel, nous avons organisé quinze journées de participation en 2021. En janvier et février, nous avons participé à la ferme forestière coopérative de Pomona à Sint-Gillis-Waas. Là, nous avons travaillé sur une forêt alimentaire, une combinaison intéressante d'un jardin et d'une forêt. Des journées de collaboration ont également eu lieu à IJshoeve De Boey à Sint-Gillis-Waas et à la ferme biologique Kempengoud à Essen.

En juin 2021, une journée de participation a eu lieu dans la ferme Kleibeek à Sint-Gillis-Waas. On a fauché, désherbé, récolté et planté ensemble. Liselot Tack a participé : « J'ai récemment déménagé à Sint-Niklaas et j'étais intéressée par la souscription d'un abonnement de légumes du Kleibeek. En donnant un coup de main pendant une journée, j'ai appris à connaître le fonctionnement de la ferme et j'ai découvert qu'il s'agit d'une entreprise très agréable, gérée avec beaucoup d'amour. Ils ont certainement un nouveau client ! »

Food.Film.Fest

En septembre, nous avons rejoint le Food.Film.Fest de Voedsel Anders. Avec de nombreux partenaires locaux de Sint-Niklaas, nous avons présenté le documentaire Food for Change (2013) le 15 septembre au Museumtheater Zwijgershoek. Food for Change montre de façon encourageante les modèles alimentaires alternatifs qui sont bénéfiques pour la planète, la nature et notre santé.

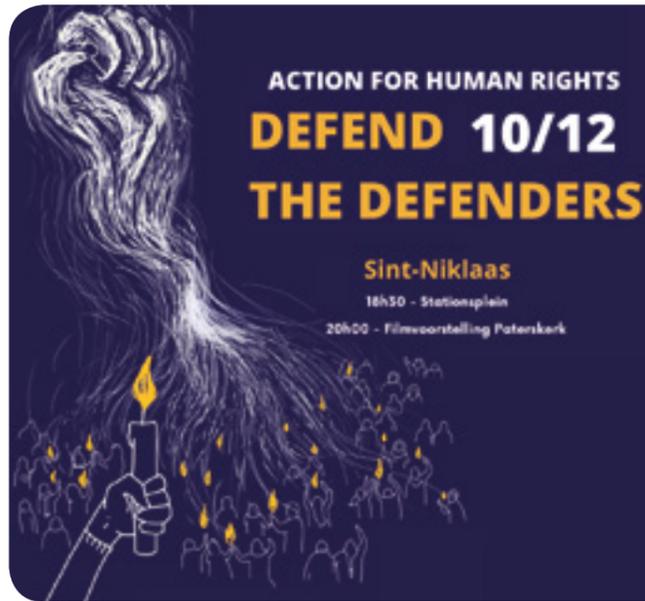
Après la projection, notre responsable de politique alimentaire Fairouz Gazdallah a expliqué le commerce équitable et les circuits courts. Dans le cadre d'un « marché de l'engagement », les organisations participantes ont expliqué leur travail et ont enthousiasmé les participants pour le bénévolat et les produits alimentaires locaux, comme ceux de Pomona, Boeren en Buren et Voedselteams.

Le 30 septembre, une deuxième projection de Food for Change a eu lieu dans le cadre du Food.Film.Fest, cette fois pour les étudiants du collège universitaire Odissee à Sint-Niklaas. Ensuite, nous avons débattu du prochain sommet de l'ONU sur l'alimentation, de la politique alimentaire flamande et du rôle du commerce équitable dans un système alimentaire durable. Ce fut une soirée fascinante avec des discussions intéressantes entre les étudiants et les enseignants.

Nouveaux : les Brigades d'Actions Paysannes

On est plus fort pour réaliser un changement systémique en tant que collectif qu'en tant qu'individu. En proposant nous-mêmes des mobilisations collectives, nous voulons permettre aux citoyen.ne.s engagés de ressentir le pouvoir du groupe et les guider dans leur engagement ou dans l'organisation de leurs propres actions.

C'est pourquoi nous avons lancé, avec FIAN et Wervel, les Brigades d'Actions Paysannes, un réseau de paysan.ne.s et de citoyen.ne.s en Flandre qui fait campagne pour un système agricole et alimentaire agro-écologique. Sur la plateforme d'action en ligne Landbouwbrigades.be, les paysan.ne.s peuvent demander aux citoyen.ne.s de les aider ou de s'engager et les citoyen.ne.s peuvent à leur tour s'inscrire pour les aider. Pour commencer, nous avons organisé des journées de participation dans les associations de paysan.ne.s de Sint-Niklaas et du Pays de Waes, mais nous espérons qu'à terme, le réseau sera autonome.



ACTION FOR HUMAN RIGHTS
DEFEND 10/12
THE DEFENDERS

Sint-Niklaas
 18h50 - Stationsplein
 20h00 - Filmvoorstelling Paterskerk

www.stopthekillings.be

Defend the Defenders

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme et citoyen.ne.s, le 10 décembre 2021, nous avons organisé la campagne «Defend the Defenders» avec d'autres organisations de la société civile. Par cette action, nous mettons en avant les défenseurs des droits de l'homme dans le monde. Ils sont trop souvent contraints au silence. En tant qu'action symbolique, avec une large coalition d'organisations de Sint-Niklaas, nous avons donné aux statues de la ville un haut-parleur pour «défendre les défenseurs».

Solidagro Bouge

Pour la deuxième fois, nos ambassadeurs ont organisé Solidagro Bouge, une action qui a vu le jour lorsque la «course aux ballons» ne pouvait pas avoir lieu pendant l'année corona 2020. Pendant Solidagro Bouge 2021, du 1er août au 5 septembre, les participants ont collecté de l'argent en ligne pour leurs propres actions de mouvement, qu'il s'agisse de vélo, de marche, de jogging ou de toute autre forme d'exercice. Ils ont récolté un total de 4128 euros !

Le lancement de l'événement a eu lieu lors d'un agréable bar d'été au Koklenberghof à Sint-Niklaas le dimanche 1er août. L'objectif était de collecter des kilomètres en se déplaçant afin de rendre une visite virtuelle à nos partenaires en Bolivie. De cette manière, nous avons également mis les partenaires de Solidagro sous les projecteurs via les médias sociaux.



En 2022 également, nous nous réjouissons des actions avec lesquelles les ambassadeurs mettent l'agroécologie et le travail de Solidagro en avant. Vous avez vous-même une idée pétillante pour organiser une action ou vous voulez aider à organiser la Course aux ballons ou d'autres événements? Nous avons quelque chose à faire pour chaque profil. Contactez notre responsable éducatif, Gerben, à l'adresse gerben.vanhoute@solidagro.be.



Dwagulu Dekkente

Solidagro soutient l'organisation bénévole Dwagulu Dekkente, qui organise des programmes d'échange pour les jeunes en Belgique, au Burkina Faso et au Sénégal. En 2021, l'échange a dû prendre une forme différente en raison des mesures corona : les jeunes ont séjourné chacun une semaine dans une ferme agro-écologique de leur pays – en Belgique, il s'agissait du Livinushof à Sint-Margriete. Les trois groupes de participants (en Belgique six participants, dans les deux pays partenaires une douzaine chacun) se sont entretenus en ligne plusieurs fois au cours de la semaine.

Dwagulu Dekkente a également organisé pour la deuxième fois en juillet 2021 la semaine d'introduction Crossing Borders en collaboration avec le centre d'accueil de la Croix-Rouge de Sint-Niklaas. Un groupe mixte de lycéens et de jeunes du centre d'accueil a séjourné dans différents endroits de Sint-Niklaas et des environs, comme près du jardin écologique de Pomona à Melsele, où le groupe a donné un coup de main dans les champs.

Pour être fier

Au cours du programme 2017-2021, nous avons terminé notre travail scolaire afin d'investir davantage dans le mouvement et le travail politique :

- * Dans le cadre du travail sur le mouvement, nous avons organisé des journées de collaboration et ateliers avec les Brigades d'Actions Paysannes, touchant une centaine de citoyens engagés.
- * Par notre engagement dans le travail politique, l'approche la plus structurée pour garantir le droit à l'alimentation, nous avons activé avec des lettres ouvertes, dialogues politiques et questions parlementaires, des représentants et des ministres qui veulent s'engager en faveur de l'agroécologie. Vous voulez en savoir plus sur le programme précédent ?

Lisez la rétrospective aux pages 6-7.

Bolivie

Malheureusement, la Bolivie n'a pas été épargnée par la crise corona, ce qui a fait de notre travail et de celui de nos partenaires locaux un grand défi. Malgré la crise sanitaire, des élections locales ont eu lieu, de nouveaux gouvernements municipaux ont été installés et nos partenaires ont entamé de nouvelles collaborations. En outre, les partenaires ont réussi à regagner la confiance de certaines organisations d'agriculteurs après l'échec des élections présidentielles de 2019 et ont donc tout de même pu mener à bien le programme 2017-2021 avec de bons résultats.



Gestion intégrée de l'eau à Pasorapa

Ces dernières années, notre travail en Bolivie s'est de plus en plus concentré sur une condition essentielle au développement de l'agriculture agro-écologique, à savoir l'accès à l'eau d'irrigation. Dans le cadre de la «gestion intégrée de l'eau», nous investissons dans vingt villages dans la protection des sources d'eau et la construction de systèmes d'irrigation. Avec nos partenaires locaux, nous encourageons les gouvernements locaux à réaliser des investissements similaires dans d'autres villages et à consacrer et concrétiser le droit à l'eau par la législation. C'est ce que nous faisons dans la municipalité de Pasorapa, par exemple.

Dans deux villages isolés de cette municipalité, Trigales et Toyota Baja, des systèmes d'irrigation et d'eau potable ont été construits avec et pour trente familles. Les zones d'infiltration qui alimentent ces systèmes en eau ont été protégées par des clôtures afin de permettre à la végétation naturelle de revenir et de se développer, et par la construction de canaux d'infiltration sur les zones plus abruptes. Les partenaires, en coopération avec les villages, ont construit deux réservoirs d'eau d'une capacité combinée de 110 000 litres pour recueillir l'eau. Les villages reboisent également ces zones vulnérables avec une espèce d'arbre indigène.

Afin de réglementer l'entretien des installations, la poursuite de la protection des sources et l'utilisation de l'eau, le village a mis en place un comité de l'eau dont les membres ont été formés par notre partenaire AGRECOL.

« Avec la construction du système d'approvisionnement en eau, nous n'avons plus besoin d'eau pendant la saison sèche. Nous avons maintenant un réservoir d'eau plus grand et sans fuite, ce qui nous permet de ne pas avoir à rationner autant. Lorsque nous manquons d'eau, nous pouvons faire remplir le réservoir d'eau par des camions qui distribuent de l'eau afin d'en avoir suffisamment pour la boisson, l'irrigation et notre bétail. »

Edil Cabello
(président du comité de l'eau de Trigales)

Parallèlement à ces réalisations concrètes, nous avons fait des progrès significatifs dans l'élaboration de politiques publiques sur la gestion durable de l'eau. En mars 2021, le gouvernement municipal de Pasorapa a approuvé la «stratégie municipale de gestion intégrée de l'eau 2021-2030». Cette stratégie, à laquelle l'approbation a conféré un statut juridique, orientera de manière significative la politique de l'eau du gouvernement local et servira de base au financement et à la mise en œuvre de projets relatifs à l'eau. Les projets d'irrigation de Trigales et Toyota Baja ne permettront donc pas seulement d'assurer une meilleure gestion de l'eau dans ces deux villages, ils constituent également un modèle concret que d'autres villages, à Pasorapa et au-delà, peuvent adopter.



Sommet sur les systèmes alimentaires

Depuis 2019, Solidagro soutient également le renforcement du Mouvement agro-écologique bolivien (Movimiento Agroecológico Boliviano ou MAB) après sa création. Ce réseau compte désormais plus de 40 membres issus de différents secteurs de la société civile et s'efforce d'influencer les politiques au niveau national. En 2021, comme aux Philippines, le point central de son opération était le sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Plus précisément, le MAB voulait influencer les positions du gouvernement bolivien lors de ce sommet. Le MAB a mobilisé environ 1 000 participants (collectifs de citoyens, organisations de producteurs, institutions non gouvernementales et autres) pour 14 dialogues sectoriels et territoriaux sur les systèmes alimentaires. Ils ont élaboré un «Agenda national pour la transition agro-écologique des systèmes alimentaires», un document que le MAB a présenté au ministère bolivien des affaires étrangères. Bien que le ministère ait contacté le MAB au sujet du contenu du document, il n'est pas clair si cela a influencé la position du gouvernement.

L'agenda souligne l'importance de la souveraineté alimentaire – le droit d'un pays et de ses communautés à façonner leur système alimentaire – sans la pression des intérêts étrangers et industriels. Le renforcement de la production et de la consommation locales est important à cet égard. En outre, l'agenda civil (autrement dit, les organisations non gouvernementales) affirme que l'agro-industrie ne peut exister à côté de l'agroécologie et que les gouvernements doivent donc opter pour un système alimentaire agro-écologique à part entière et généralisé. Enfin, le MAB demande la création d'un organisme indépendant composé de représentants de différents secteurs pour superviser la politique alimentaire du gouvernement bolivien.

Dire au revoir à deux partenaires

La fin d'une période de programme signifie parfois aussi la fin des partenariats par le biais de nouveaux plans et stratégies. Dans notre programme pour la Bolivie, à partir de 2022, nous ferons de la place pour renforcer le MAB et pour nous connecter davantage avec les consommateurs des zones urbaines et avec les jeunes. Pour y parvenir, nous avons dit au revoir à AYNISUYU et INCCA, deux partenaires qui sont principalement actifs dans les zones montagneuses reculées, où Solidagro investira moins à l'avenir. Nous considérons la coopération avec les collègues de ces deux partenaires avec fierté et respect.

« Les systèmes alimentaires des agriculteurs et des populations autochtones sont marginalisés par les politiques. Le programme MAB s'éloigne de la vision étroite selon laquelle seule la production est centrale dans les systèmes alimentaires. L'agenda inclut davantage d'acteurs, tels que les consommateurs, l'agriculture urbaine, les intermédiaires et leurs organisations, ainsi que les interrelations entre ces acteurs. »

María Julia Jiménez,
membre de coordination MAB

Pour être fier

À la fin de cette phase de cinq ans, nous examinons les indicateurs que nous utilisons pour mesurer si nous avons atteint l'objectif final. Pour la Bolivie, il s'agit d'indicateurs au niveau des gouvernements, en particulier s'ils ont approuvé les propositions de politiques agro-écologiques des organisations de base, et s'ils financent et mettent en œuvre les propositions de projets.

* Fin 2021, quatre municipalités de la région où le programme travaille avaient approuvé et inscrit dans la législation des propositions de politiques, notamment sur la gestion de l'eau, mais aussi sur la sécurité alimentaire et le petit-déjeuner scolaire. En outre, deux propositions de politique ont été approuvées au niveau départemental supérieur dans le cadre du développement global de la région.

* À la fin de l'année 2021, 59 propositions de projets émanant d'organisations de base avaient été approuvées et mises en œuvre (dont 15 émanant d'organisations de femmes). Ces projets étaient axés sur la diversification de la production alimentaire, la micro-irrigation et le soutien aux organisations de producteurs féminines. 2 500 familles ont bénéficié de ces projets.

Vous voulez en savoir plus sur le programme précédent ? Lisez la rétrospective en p. 6-7.

Burkina Faso et Mali

Face à la poursuite de la détérioration du contexte politico-économique en 2021, la persévérance de nos partenaires locaux et du bureau national à Ouagadougou (qui assure également le suivi du programme au Mali) a été admirable. Ils n'abandonnent pas et continuent à défendre le droit à l'alimentation et à l'eau pour la population rurale. Nous avons continué à les soutenir en 2021, notamment grâce à de nouveaux partenariats au Burkina Faso, avec la Fondation Eurofins et avec CO2Logic. Au Mali, la coopération avec l'association belge sans but lucratif Kanaga s'est développée grâce à notre partenaire malien commun GAAS.

Les militaires au pouvoir

Le chaos politique au Mali et au Burkina Faso se poursuit. La situation instable est toujours le résultat de la présence, depuis dix ans, de groupes islamiques, liés à Al-Qaïda et à l'État islamique, qui ravagent la population et vident littéralement les régions. Le nombre de réfugiés internes se compte en millions.

L'année dernière, nous avons rendu compte du coup d'État survenu au Mali le 18 août 2020. En mai 2021, les militaires sont à nouveau intervenus car ils n'étaient pas d'accord avec les décisions du gouvernement provisoire. Le président Bah Ndaw et le premier ministre du gouvernement intérimaire, Moctar Ouane, ont été mis sur la touche. Pour combattre le terrorisme, le chef de la junte militaire, le général Assimi Goïta, fait appel à des mercenaires russes du groupe Wagner. Les actions de cette milice privée dans d'autres pays du continent africain ne sont pas de bon augure en termes de droits de l'homme. Le Burkina Faso, malheureusement, connaît une évolution similaire.

Cette situation inquiète la communauté internationale, dont la CEDEAO (Union économique ouest-africaine). Elle condamne naturellement les coups d'État. Il est demandé aux militaires de faire en sorte que la période de transition vers des élections et un gouvernement civil soit courte. Un ensemble de sanctions économiques a été imposé au Mali, mais pas au Burkina Faso pour l'instant.



« Il faudra noter la parfaite collaboration entre Solidagro et Kanaga qui a permis de passer de 1 hectare initialement prévu à 4 hectares aménagés, toute chose qui a offert l'opportunité à assez de femmes d'être actives dans les activités de production maraîchères. »

Nouhoum Coulibaly,
directeur de GAAS-Mali

Coopération renforcée avec Kanaga asbl au Mali

Partant d'une vision humanitaire selon laquelle tout le monde a droit à l'eau, à la nourriture, à une éducation de base et aux soins de santé, Kanaga asbl travaille chaque jour à des solutions durables en collaboration avec des partenaires belges et maliens.

L'asbl Kanaga de Malines travaille depuis des années avec notre partenaire GAAS-Mali dans les régions de Bandiagara et de Ségou. En 2020, nous avons uni nos forces pour un premier projet commun dans la région de Ségou, suivi d'un second en 2021. Kanaga a reçu des fonds pour cela de la Fondation Elisabeth & Amélie, nous de la DGD. Ainsi, GAAS-Mali et la coopérative des femmes de Djiguiya, dans la commune de Konobougou, ont pu mettre en place un potager de quatre hectares en 2021, alors que les fonds n'étaient initialement prévus que pour un hectare.

Dans ces projets, un agronome de GAAS-Mali a guidé les groupes de femmes pour produire de manière agro-écologique dans leur potager. Notre représentant national Alain Traoré s'est rendu régulièrement sur place avec le personnel de GAAS-Mali. Pour Kanaga, il est presque impossible de se rendre au Mali désormais. Le suivi assuré par Solidagro est un soutien important qui leur permet de poursuivre leur engagement dans le pays.

Dans la région de Koulikoro, GAAS-Mali, Kanaga et Solidagro travaillent ensemble à Siby, une commune de la région de Koulikoro vers laquelle se sont réfugiés les Dogon depuis le plateau de Bandiagara dans la région de Mopti. Le siège de la GAAS-Mali se trouve à Bandiagara. En 2021, nous avons complété notre travail structurel au Mali par une aide plus humanitaire, comme l'extension des installations d'eau potable et d'assainissement à Siby, afin de garantir ces droits fondamentaux à une population en pleine croissance.



CATHERINE KANTIONO TÉMOIGNE

Mme Catherine Kantiono vit dans le village de Kaoncé, dans la commune de Nandiala, et est membre de la coopérative de femmes Songtaaba. Nandiala fait partie de la zone d'intervention de notre partenaire local AMUS dans la région du Centre-Ouest du Burkina Faso. Mme Kantiono témoigne de l'intérêt des visites d'échange entre pairs pour maîtriser de nouvelles pratiques : « En 2020, nous avons essayé pour la première fois de cultiver des légumes pendant la saison des pluies. Traditionnellement, nous ne le faisons que pendant la saison sèche : les plantes sont alors moins sensibles aux maladies et nous avons plus de temps qu'en saison des pluies, où il y a beaucoup de travail sur les autres cultures. Malgré les conseils d'AMUS, nous n'avons pas réussi à faire pousser des semis sains pendant la saison des pluies. Avec AMUS et Solidagro, nous avons décidé d'en apprendre davantage sur cette pratique par le biais d'une visite d'échange de trois jours à la coopérative de femmes de Ladré (un groupe ayant une expérience technique accompagné par notre partenaire local APEDR, ndlr). Les femmes nous ont appris à prendre soin des lits de la nurserie, comme si c'était nos bébés. Ils doivent être protégés des vents forts, des fortes pluies et des insectes. À Kaoncé, nous faisons les choses différemment. Nous utilisons maintenant des moustiquaires pour protéger les lits des pépinières et nous ajoutons du compost au bon moment. Maintenant, nous parvenons à cultiver des oignons ainsi que des tomates pendant la saison des pluies et cela nous donne un bon revenu. »

Nouveaux fonds au Burkina Faso

La Fondation Eurofins finance des projets dans le monde entier pour la protection de l'environnement et l'amélioration de la nutrition et des soins de santé. En 2021, Solidagro a reçu 16 000 €, que le mouvement de femmes Pag-La-Yiri de la commune de Zabré (région Centre-Est) a utilisés pour améliorer la nutrition de 700 familles. Pag-La-Yiri a renforcé ce résultat avec une formation au leadership pour les femmes et une sensibilisation à l'implication des femmes dans la vie sociale et politique. L'amélioration concrète de la situation nutritionnelle est une excellente occasion de travailler sur les droits des femmes, car ce sont elles qui produisent la majorité de la nourriture sur la table.

En outre, en collaboration avec le consultant climatique CO2Logic et notre partenaire local APEDR, nous avons lancé en janvier un programme visant à mobiliser 12 000 familles dans la province de Passoré pour construire des foyers de cuisson améliorés. D'ici la fin de l'année 2021, 5 200 familles auront construit de tels feux avec des matériaux locaux. Un feu de cuisson amélioré réduit la consommation de bois de 60%. Moins d'arbres sont abattus et une famille économise plusieurs heures de travail par semaine ou l'argent pour acheter du bois. En outre, les maladies pulmonaires et oculaires sont réduites de 90% grâce à la diminution de la fumée dans la cuisine. Nous communiquons la réduction des émissions de dioxyde de carbone qui en résulte à la Gold Standard Foundation, qui finance ensuite le programme.

Pour être fier

Voici quelques-uns des résultats et impacts du programme 2017-21 :

- * La diversité des repas s'est améliorée chez 7 500 familles au Burkina Faso. Nous le mesurons par le nombre de groupes d'aliments qu'une famille inclut dans ses repas pour une journée. Ce chiffre est passé de 4,6 à 6,4 sur un total de 12 groupes alimentaires. Les groupes d'aliments sur lesquels le programme s'est concentré et qui sont désormais davantage consommés sont les légumes, les fruits, les œufs et, dans une moindre mesure, la viande.
- * Le nombre de groupes de base qui influencent désormais les décisions politiques a augmenté. Au Burkina Faso et au Mali réunis, 46 groupes de base étaient actifs. Parmi eux, seule la moitié était politiquement active au début de l'année 2017. À la fin de 2021, ce chiffre atteindra 80%. Ces organisations d'agriculteurs participent désormais aux débats sur les plans de développement élaborés par les municipalités et contrôlent la mise en œuvre des décisions.

Vous voulez en savoir plus sur le programme précédent ? Lisez la rétrospective en p. 6-7.

Les Philippines

Les Philippines ont été parmi les derniers pays au monde à assouplir leurs restrictions après la crise corona. Par conséquent, en 2021, il était toujours difficile pour les partenaires de visiter et de surveiller les communautés. Le personnel des partenaires est parfois resté dans les communautés pendant de longues périodes pour surmonter cette restriction. Les campagnes en faveur de changements politiques ont également souffert des restrictions. La numérisation de ces campagnes a été accrue, avec succès, mais elle n'a pas toujours pu remplacer le pouvoir et l'impact des mobilisations publiques. Néanmoins, les partenaires ont réussi à atteindre les objectifs du programme.



Marcos fait peur

En plus de la crise sanitaire, la répression des militants s'est poursuivie. Les décès étaient fréquents. Les organisations de défense des droits de l'homme, les Nations Unies et l'Union Européenne expriment de plus en plus leur indignation. Le résultat des élections présidentielles et parlementaires de 2022 jouera un rôle majeur à cet égard : si Ferdinand Marcos Jr - fils de l'ex-président et dictateur - l'emporte, l'espace pour la société civile et la presse libre restera une préoccupation encore plus grande dans les années à venir. Nous rendons hommage aux citoyens qui continuent à défendre leurs droits.

Sommet sur les systèmes alimentaires

Néanmoins, il était possible d'agir. L'activité la plus importante de 2021 a sans doute été l'organisation du Sommet National des Systèmes alimentaires populaires (SNS), une alternative au Sommet de l'alimentation des Nations Unies, fortement influencé par l'agrobusiness. Le réseau Agroecology X et l'ONG d'agriculteurs et de scientifiques MASIPAG, partenaires de Solidagro, ont organisé le sommet pendant plusieurs mois.

Au cours du premier semestre, Agroecology X et MASIPAG ont organisé sept ateliers thématiques sur des aspects des systèmes alimentaires : pêche, petite agriculture, riz, transformation, agriculture industrielle, travail agricole, consommateurs et droits des autochtones. Chaque atelier s'est terminé par des recommandations spécifiques pour des changements de politique au niveau national et international.

En septembre 2021, le sommet alternatif s'est déroulé sur quatre jours. L'un des candidats à la vice-présidence, Kiko Pangilinan, et plusieurs sénateurs philippins ont exprimé leur soutien au sommet.

Les deux premiers jours, en ligne, étaient réservés à la présentation des bonnes pratiques de l'agroécologie. Les deux derniers jours, physiquement, ont été consacrés à la discussion et à l'approbation des résolutions générales. Les résolutions comprenaient huit revendications : la fin de la libéralisation et de la domination étrangère des systèmes alimentaires, une réforme agraire globale, des prix et des salaires équitables pour les agriculteurs et les travailleurs agricoles, le renforcement de l'agriculture et le développement des industries rurales, des subventions pour les agriculteurs, une aide d'urgence en cas de catastrophe, des droits démocratiques, une recherche et un développement participatifs.

Après le sommet, ces résolutions ont été présentées au sommet mondial des peuples sur les systèmes alimentaires organisé par la coalition populaire pour la souveraineté alimentaire, un réseau international d'organisations d'agriculteurs et plusieurs ONG.

Focus sur la Cordillère

La Cordillère est une région montagneuse où vivent de nombreuses communautés indigènes. Grâce au partenariat à long terme avec la province de Flandre orientale et le partenaire local CDPC, l'opération dans la région de la Cordillère du Nord reste la plus importante du programme de Solidagro aux Philippines. Nous souhaitons donc lui accorder une attention particulière dans ce rapport annuel.



CC BY 2.0 Arian Zwegers

L'opération ne comprend pas seulement des activités concernant le droit à l'alimentation. Une partie importante du programme a pour thème le droit à la santé. Entre autres choses, des programmes locaux de soins de santé de base ont été mis en place, des étudiants en médecine ont fait un stage dans des zones reculées et un cabinet médical a été soutenu dans la capitale Baguio.

Dans le cadre de la crise corona, le CDPC et Chestcore, l'ONG locale qui assure le volet santé du partenariat, ont mené des campagnes de sensibilisation. Ils ont également distribué du matériel de protection et organisé des projets à petite échelle pour les travailleurs informels qui ont vu leur source de revenus, comme la vente ambulante, se tarir. Une autre partie du programme se concentre sur le renforcement des syndicats, notamment dans les entreprises minières.

Mais bien sûr, le droit à l'alimentation reste l'objectif principal de ce programme. En plus d'accroître la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau dans une douzaine de communautés sélectionnées, nous avons soutenu le fonctionnement de la ferme de démonstration agro-écologique du village de Lacnog dans la province de Kalinga. Les agriculteurs y cultivent différentes variétés de riz, qui sont ensuite testées dans différentes communautés des hauts et bas-fonds. Le CDPC a également créé des vergers et des potagers dans les villages et a augmenté la production de fumier organique.

Dire au revoir aux partenaires courageux

La fin du cycle de programme 2017-2021 a malheureusement aussi signifié la fin de notre coopération avec nos deux organisations partenaires locales dans la région de Mindanao, ALCADEV et MISFI. Cette région, où les communautés indigènes lumad luttent pour leurs droits, est l'une des plus militarisées des Philippines et il a été difficile d'apporter un soutien durable aux communautés isolées ces dernières années. À l'avenir, nous travaillerons dans des zones plus accessibles de cette région, notamment par le biais de fermes modèles qui continuent à accueillir les groupes cibles des communautés éloignées.

« Outre le système d'approvisionnement en eau, nous avons également utilisé le système d'irrigation communal du CDPC. En raison du manque d'eau, nous ne pouvions récolter le palay (riz non décortiqué) qu'une fois par an. Notre production de palay s'est maintenant considérablement améliorée, tout comme la vie de toute la communauté. Elle a renforcé la culture indigène des « angkas » ou de la coopération. Les gens ont proposé de construire le système d'irrigation sans compensation, car ils savaient que les ressources étaient limitées et que nous devrions faire des sacrifices pour mener à bien le projet. »

Membre d'une organisation paysanne à Pinukpuk, bénéficiaire du programme de Solidagro et CDPC

Pour être fier

Parmi les indicateurs que nous utilisons pour mesurer les résultats du programme aux Philippines, nous en retenons un que nous avons atteint à la fin du programme 2017-2021. L'accent a été mis sur un objectif clé : influencer les décideurs politiques pour qu'ils soutiennent les politiques et les campagnes en faveur de l'agroécologie et du droit à l'alimentation. À cette fin, nous avons compté le nombre de décideurs politiques nationaux (sénateurs et parlementaires) qui soutiennent l'agroécologie, par exemple en introduisant un projet de loi ou en soutenant activement les campagnes des partenaires. À la fin de l'année 2021, il y en avait 40, un bon résultat. Quelques exemples :

- Le sénateur De Lima a demandé une enquête parlementaire sur l'impact de la libéralisation du commerce du riz.
- Plusieurs parlementaires ont soutenu la campagne contre le projet du gouvernement de commercialiser du riz génétiquement modifié (riz doré).
- Plusieurs politiciens ont soutenu l'opposition aux projets miniers à grande échelle.
- Le sénateur Pangilinan a donné un message de soutien au Sommet national des systèmes alimentaires populaires.

Vous voulez en savoir plus sur le programme précédent ? Lisez la rétrospective en p. 6-7.

Sénégal

Mi 2021, les associations sénégalaises pourraient lentement recommencer à respirer et les agriculteurs pourraient se rencontrer pour échanger sur les techniques agro-écologiques. La manifestation « 72 heures pour l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement » a attiré un large public. La collaboration avec les services techniques municipaux, essentielle pour l'approche durable de notre programme, pourrait également être poursuivie. Les consultations entre le bureau national sénégalais de Solidagro et les responsables de programme des partenaires locaux ont encore régulièrement lieu par voie numérique.



Investir davantage dans l'agroécologie

Meryame Kitir, ministre de la Coopération au Développement et de la Politique métropolitaine, a effectué une visite de travail au Sénégal fin octobre. Elle l'a fait dans le cadre du programme climatique belge pour la région du Sahel, la zone de transition très touchée entre le nord du désert du Sahara et la savane du sud du Soudan. Au cours de sa visite, la ministre a visité des projets de durabilité, tels que le reboisement et le traitement des déchets, ainsi que des écosystèmes locaux tels que les mangroves et la réserve de biosphère du Sine Saloum.

La visite a été organisée en coopération avec l'ambassade de Belgique, le cabinet du ministre, Enabel et toutes les ONG belges actives au Sénégal. Les ONG belges collaborent depuis des années au sein du Cadre Stratégique Global que le gouvernement belge a élaboré en 2016 pour la coopération au développement. Par conséquent, nous connaissons bien le travail de l'autre, ce qui nous a permis d'élaborer un programme intéressant pour cette visite.

Solidagro a également présenté ses activités. Notre représentant national Doudou Diallo et le personnel de terrain des partenaires CNCR et ELS ont présenté les stratégies et les objectifs de notre programme agricole dans notre région d'intervention Toubacouta. Mme Ndeye Khady Diop, présidente de

« Je choisis d'investir dans le climat. Les fonds destinés à l'action climatique internationale sont désormais supérieurs de 70 % à ceux de la législature précédente. C'est nécessaire, car le changement climatique ne s'arrête pas à la frontière. Il n'y a qu'une seule façon de s'attaquer à la crise climatique. Et c'est ensemble. Et c'est maintenant. »

Ministre Meryame Kitir

l'association des femmes de Toubacouta, a parlé du rôle central des femmes dans la famille, la communauté et l'agriculture. Les femmes sont le moteur de la transition vers une agriculture durable et la protection de l'environnement. Elle a témoigné des nombreux défis auxquels les femmes sont confrontées quotidiennement, comme le manque de terres agricoles et l'accès difficile à l'eau d'irrigation.

La visite de notre ministre de la Coopération au Développement à Toubacouta a été motivante, car elle a indiqué vouloir s'engager résolument dans l'agriculture agro-écologique au sein de la coopération internationale.

Nouveau partenariat avec deux organisations locales

En 2021, nous avons préparé le nouveau programme quinquennal, qui s'étendra de 2022 à 2027. Au cours de cette phase, nous avons appris à connaître deux organisations locales ayant une mission, une vision et une stratégie similaires. En vue d'une éventuelle coopération, nous avons examiné leur fonctionnement institutionnel, administratif-financier et opérationnel. Les deux organisations ont été incluses dans la note conceptuelle du nouveau programme et ont donc été approuvées par le conseil d'administration de Solidagro. Nous sommes fiers de vous présenter nos nouveaux partenaires :



« Nous remercions la ministre Kitir pour son soutien moral et financier à la région. Elle soutient les femmes locales dans leur développement économique et social et veille à ce que les femmes puissent être autonomes dans leur famille et dans la société. »

Membre de l'association des femmes de Toubacouta

L'ANPDI (Association Nationale des Programmes de Développement Intégré) a été créée en 2003 dans la région de Fatick (située à l'ouest sur la côte) et a développé au fil des années une expertise dans l'appui et l'accompagnement des organisations paysannes, l'appui aux collectivités locales par une approche territoriale, la création et l'accompagnement de cantines scolaires et la commercialisation de produits agro-écologiques. Cette longue présence avec diverses réalisations confère à l'ANPDI un ancrage local et une reconnaissance auprès des autorités locales, des services techniques de l'Etat et des inspections pédagogiques, dont bénéficiera notre programme.

Caritas-Kaolack, branche locale de Caritas International, restera active dans la commune de Keur Saloum Diané, où elle travaille depuis de nombreuses années, et dans les communes de Niore Alassane Tall et Keur Samba Gueye. L'ONG utilisera son expérience en matière d'agroécologie, d'alphabétisation, de gestion des déchets, sa connaissance de la gestion de l'eau en milieu rural et son soutien aux organisations d'agriculteurs pour faire de ce nouveau programme quinquennal un succès.

Pour être fier

Deux des résultats du programme 2017-2021 sont mis en évidence ici :

- Avec nos partenaires belges KIYO et Viva Salud, nous sommes partis d'une approche basée sur les droits, dans laquelle les droits de l'homme universels sont le point de départ de toutes les actions. Cette approche est à l'opposé de l'approche par les besoins, dans laquelle l'offre d'une solution rapide à un besoin individuel est primordiale. Le passage à une approche plus durable a été un processus d'apprentissage intensif pour les partenaires locaux, les municipalités et les organisations d'agriculteurs. Chaque jour, ils doivent faire face aux conséquences d'une mauvaise saison des pluies, à la salinisation et à l'appauvrissement des sols, à l'accès limité à l'eau potable et au manque de terres et de matériaux agricoles. À la fin du programme, nous constatons que l'approche fondée sur les droits est largement acceptée et appliquée par les partenaires, ce qui entraîne un changement durable.
- Les comités de l'eau dans les villages d'intervention ont amélioré et protégé 100 puits d'eau potable sous la direction des partenaires locaux. Au début du programme en 2017, la majorité des puits d'eau potable étaient contaminés, soit par le haut, soit par des infiltrations d'eau souterraine. Cela a eu un impact majeur sur la santé de tous les usagers et en particulier sur les jeunes enfants souffrant de diarrhée et de déshydratation. Un mur autour du puits empêche le passage du bétail et un couvercle sur le puits évite la pollution par le haut.

Vous voulez en savoir plus sur le programme précédent ? Lisez la rétrospective en p. 6-7.

Participez !

La transparence est importante pour nous, c'est pourquoi nous indiquons que Solidagro tire 87% de ses revenus de subventions. Toutefois, ceux-ci ne sont accordés que si une part importante de 13% de nos propres revenus est également atteinte. Et pour cela, nous avons besoin de votre aide ! Vous pouvez nous soutenir de différentes manières.

Villa Pace

Il semble que nous pourrions à nouveau profiter d'un festival urbain complet cette année, pendant le premier week-end de septembre. Vous pourrez trouver Solidagro au Marché Mondial où nous commencerons notre campagne d'automne sur le climat et l'agroécologie. En outre, cette année encore, nous appelons les gens à participer en masse à la Course de Ballons et à soutenir ainsi Solidagro. Enfin, nous espérons pouvoir collecter des gobelets réutilisables cette année encore au Castrohof.

« Je soutiens Solidagro avec une grande conviction car, en tant qu'organisation locale, elle relève des défis mondiaux. Je trouve l'empowerment des agriculteurs défavorisés particulièrement précieuse. »

Bruno Peeters,
donateur



Solidagro Bouge

L'été dernier, 20 sportifs ont participé au projet Solidagro Bouge. Ils ont collecté pas moins de 4 564 euros auprès de 104 donateurs différents. Chapeau bas à nos athlètes et à nos donateurs !

Après deux éditions « corona » de Solidagro Bouge, la campagne s'est terminée cette année. Nous reprenons le format que vous connaissez tous et appelons à une participation massive de l'équipe Solidagro à la Course de Ballons. D'autres informations suivront bientôt sur solidagro.be et sur nos médias sociaux.



La Joie de donner

C'est agréable d'offrir un cadeau à quelqu'un. Sur Goodgift.be, vous pouvez commander pour vos amis et votre famille des chèques-cadeaux ayant un impact positif sur le monde. En achetant un bon d'achat vous faites plaisir à la personne qui reçoit le bon et vous apportez également une contribution à une organisation humanitaire et à tous ceux qui y travaillent. Sur le site web, vous commandez le coffret cadeau, après quoi le destinataire peut choisir son organisation préférée. Et Solidagro est sur la liste ! Vous avez encore des questions ? Envoyez un courriel à info@solidagro.be.

Devenez bénévole

Solidagro peut compter sur ses bénévoles et ses ambassadeurs. Voulez-vous nous aider lors de notre campagne annuelle, collecter des gobelets pendant Villa Pace ou avez-vous d'autres talents que vous souhaitez mettre au service de Solidagro, comme la rédaction ou la traduction ?

Alors n'hésitez pas à contacter Gerben à l'adresse gerben.vanhoute@solidagro.be et devenez bénévole.

« J'ai appris à mieux connaître le travail de Solidagro en les aidant en tant que bénévole. Le fait d'entendre parler de leurs projets de près et de manière personnelle me donne le sentiment, plus qu'avec d'autres organisations plus importantes, de savoir à quoi servent mes dons. »

Wout De Meester,
donateur



Suivez nos projets

Nous continuons à montrer ce que nous faisons avec vos dons par Facebook, Instagram et le site web, et bien sûr dans notre rapport annuel. Sur www.solidagro.be, vous pouvez également vous abonner à notre lettre d'information électronique mensuelle. Il vous manque des informations ou vous avez des suggestions ? Veuillez en informer Charlotte à l'adresse charlotte.timmermans@solidagro.be.



Organisez votre propre action

Nous souhaitons mettre nos épaules sous votre action de solidarité. Les dons destinés à nos projets, à des pays partenaires spécifiques ou à l'opération générale sont tous les bienvenus. Souhaitez-vous du soutien ? Appelez-nous ou envoyez-nous un courriel et nous vous aiderons à organiser votre action.

Faites un don

Vous apportez un soutien significative aux familles d'agriculteurs avec un don annuel. Versez un montant sur le compte BE19 0012 1876 7412 ou par le bouton pour faire un don sur notre site internet. Si vous payez au moins 40 euros par an, vous recevrez une attestation fiscale et vous pourrez récupérer jusqu'à 45% des impôts.



Devenez un donateur permanent

Vous pouvez aussi étaler votre don à travers un ordre permanent. Si vous payez 5 euros par mois, vous donnez 60 euros par an à Solidagro et vous recevrez 27 euros des impôts. Votre don ne coûtera que 2,75 euros par mois !

Tout l'info sur :
www.solidagro.be/fr/soutien

2021 en chiffres

Le revenu opérationnel de 2021 est supérieur à celui de 2020, une année difficile qui n'a pas atteint les attentes en raison de Covid-19. Les canaux de subvention restent stables, la Direction générale de la coopération au développement (DGD) et la province de Flandre orientale étant les principaux partenaires de subvention. L'exercice financier s'est clôturé par un bénéfice de 1 470,29 euros, un bon résultat conforme aux attentes.

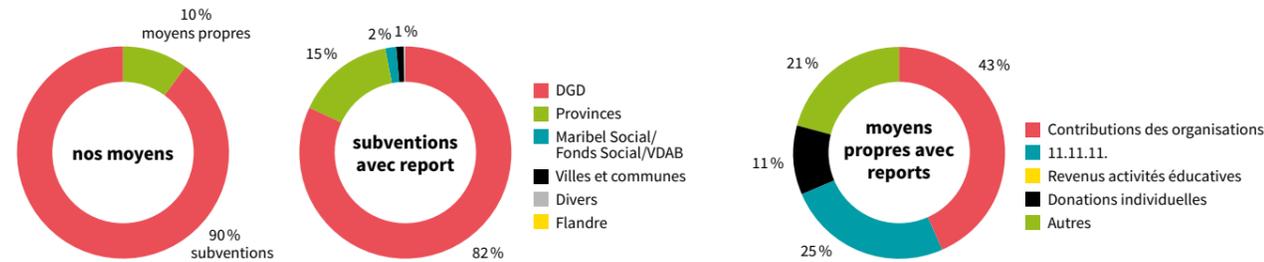
Le revenu opérationnel

90% des revenus proviennent de subventions fédérales, flamandes, provinciales, urbaines et municipales. Les ressources propres complètent les 10% restants : il s'agit principalement de contributions de fondations, d'organisations et de donateurs individuels, ainsi que de revenus d'activités et de locations.

Les subventions consistent principalement (82%) en des fonds fédéraux provenant de la Direction générale de la coopération au développement (DGD). Outre un certain nombre de subventions plus modestes, la province de Flandre orientale (avec 343 615 euros) représente 15% du total des subventions. Ce dernier soutient principalement des projets de développement dans la région de la Cordillère aux Philippines avec un budget annuel de 250 000 euros.

70% des ressources propres sont constituées de contributions d'organisations (dont 11.11.11), qui soutiennent ainsi structurellement une partie des programmes dans les pays partenaires.

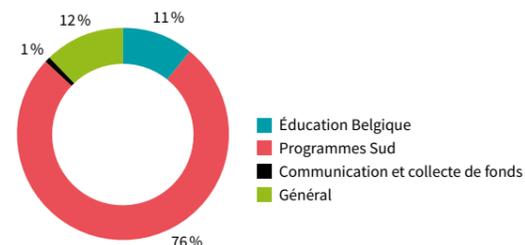
Le revenu opérationnel	2021	2020
SUBVENTIONS	2 277 272,36	1 884 090,09
DGD	1 261 570,81	1 666 451,40
Provinces	321 110,22	277 500,00
Maribel Social/Fonds social/VDAB	41 858,68	40 376,68
Villes et communes	24 083,57	29 020,33
Diverses	1 456,93	0,00
Report solde de projet exercice comptable prochain	-6 899,86	-634 092,01
Solde de projet exercice comptable précédent	634 092,01	504 833,69
MOYENS PROPRES	254 442,91	275 263,27
Contribution des organisations	113 221,18	168 481,83
11.11.11.	64 054,31	52 065,35
Revenus activités éducatives	190,00	226,48
Donations individuelles	27 307,19	27 092,89
Revenus divers	51 812,96	53 193,49
Revenus événements	552,00	618,50
Collecte de fonds	0,00	103,50
Report exercice comptable précédent	57 726,97	31 208,20
Report exercice comptable prochain	-60 421,70	-57 726,97
TOTAL	2 531 715,27	2 159 353,37



La destination de l'argent

87% des coûts opérationnels de Solidagro sont des coûts pour les programmes dans les pays partenaires et des coûts pour les programmes éducatifs en Belgique. 13% des coûts totaux sont consacrés à l'administration générale, à la communication et à la collecte de fonds.

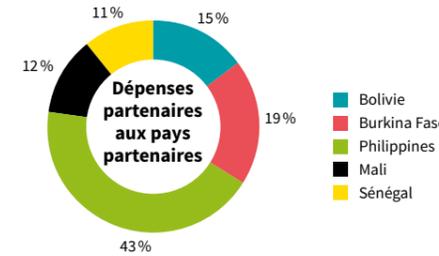
Une augmentation notable peut être observée dans la gestion des programmes pour les pays partenaires, causée par l'évaluation du précédent programme de la DGD 2017-2021 et l'élaboration du nouveau programme pour 2022-2026.



Charges	2021	2020
ÉDUCATION Belgique	286 064,37	211 441,10
Coûts de fonctionnement éducation	46 947,59	28 141,58
Effectifs	239 116,79	183 299,52
PARTENARIAT PAYS PARTENAIRES	1 910 651,53	1 627 977,54
Charges faites en Belgique pour programmes au Sud	11 063,67	9 424,20
Gestion Sud	65 301,39	19 237,86
Coopérants et effectifs locaux	158 840,68	151 394,91
Effectifs Belgique	193 861,44	164 155,60
Dépenses partenaires programmes du Sud	1 481 584,35	1 283 764,96
COMMUNICATION & COLLECTE DE FONDS	37 490,55	20 388,91
Collecte de fonds	8 942,83	8 959,89
Revue, site internet et autres	8 549,80	933,60
Effectifs	19 997,92	10 495,42
GÉNÉRAL	294 884,37	296 203,93
Coûts de fonctionnement généraux	63 296,15	61 995,49
Amortissement constructions, IT, entre autres	44 309,04	44 309,04
Effectifs	187 279,18	189 899,40
TOTAL	2 529 090,82	2 156 011,48

À quels pays partenaires l'argent est-il destiné ?

42% des fonds vont à 3 pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso 19%, Mali 12% et Sénégal 11%), 43% vont aux Philippines et 15% à la Bolivie.



Dépenses partenaires aux pays partenaires	2021	2020
Bolivie	221 059,03	151 618,22
Burkina Faso	282 771,66	276 418,64
Philippines	642 927,79	406 511,81
Mali	174 780,04	236 296,81
Sénégal	160 045,83	212 919,48
TOTAL	1 481 584,35	1 283 764,96

Le résultat

Le résultat d'exploitation ou le résultat opérationnel s'élève à 2.624,44 euros. Avec le résultat financier et le résultat extraordinaire, nous clôturons l'année avec un solde positif de 1.470,29 euros, que nous ajoutons aux réserves pour le passif social.

Le résultat	2021	2020
Résultat d'exploitation	2 624,44	3 341,89
Résultat financier	-1 154,15	-1 946,83
Résultat exceptionnel	0,00	-12,57
TOTAL	1 470,29	1 382,49
Ajouts/Retraits réserves	1 470,29	1 382,49
Résultat reporté	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

Le bilan

Le total du bilan a diminué de 339 631 euros, principalement en raison de la conclusion du programme DGD 2017-2021. À l'actif, nous constatons cette diminution principalement dans les créances à court terme (173 460 euros) et l'argent liquide (117 474 euros), au passif, le principal changement est une diminution des subventions à transférer/repayer de 350 075 euros.

La subvention remboursable du programme DGD 2017-2021 s'élève à 257 634 euros, le taux de réalisation du programme est de 97,11%, bon malgré les difficultés de mise en œuvre.

Actif	2021	2020	Passif	2021	2020
ACTIFS IMMOBILISÉS	467 399,40	514 795,38	FONDS SOCIAL	330 141,07	328 670,78
Immobilisations incorporelles	2 904,00	5 808,00	Fonds de l'association	28 118,54	28 118,54
Immobilisations corporelles	462 954,14	507 263,18	Fonds affectés	297 968,25	296 497,96
Constructions	461 247,88	504 411,39	Fonds projets	136 677,30	136 677,30
Installations, équipement	0,00	292,40	Passif social	161 290,95	159 820,66
Machines	0,00	0,00	Résultat positif (négatif) reporté	4 054,28	4 054,28
Informatique	0,00	0,00	DETTES	838 553,27	1 179 654,91
Meubles et matériel bureau	0,00	0,00	Dettes à plus d'1 an	204 566,15	236 199,28
Autres immobilisations incorporelles	1 706,26	2 559,39	Crédits constructions	204 566,15	236 199,28
Immobilisations financières	1 541,26	1 724,20	Dettes à 1 an au plus	560 902,87	901 456,10
Cautions et acomptes	1 541,26	1 724,20	Crédits constructions	31 625,90	31 362,71
ACTIFS COURANTS	701 294,94	993 530,31	Dettes fournisseurs	52 001,71	50 508,09
Créances à 1 an au plus	82 545,79	256 005,84	Impôts, rémunérations et charges sociales	62 874,34	63 173,45
Créances Clients	30 329,13	33 276,92	Subventions à rembourser	283 008,42	18 774,74
Subventions à recevoir	6 443,72	6 282,83	Subventions à reporter	23 192,30	637 500,84
Créances diverses	45 772,94	216 446,09	Contributions propres prochain exercice comptable	60 421,70	57 726,97
Valeurs disponibles	588 512,23	705 986,33	Dettes diverses	47 778,50	42 409,30
Comptes de régularisation	30 236,92	31 538,14	Comptes de régularisation	73 084,25	41 999,53
TOTAL ACTIF	1 168 694,34	1 508 325,69	TOTAL PASSIF	1 168 694,34	1 508 325,69

Aperçu

Nouveau programma 2022-2026 commence

À partir de janvier 2022, nous commençons un nouveau programme avec trois partenaires belges : FIAN, Quinoa et Viva Salud. Il s'agit du plus grand programme de notre opération, pour lequel nous recevons la plupart des fonds du gouvernement belge. FIAN est une organisation internationale dotée d'une antenne bilingue en Belgique qui, comme nous, se concentre sur le droit à l'alimentation, Quinoa sensibilise à la solidarité internationale et Viva Salud travaille sur les soins de santé dans quatre pays partenaires.

Le droit à l'alimentation et l'agroécologie restent au cœur de notre programme. Nous continuons à nous battre pour un système alimentaire différent dans lequel la durabilité, l'équité et la solidarité internationale sont centrales. Pour continuer à développer l'agroécologie en tant que modèle alternatif, nous nous engageons de plus en plus dans des collaborations nationales et internationales et apportons notre soutien aux acteurs qui appliquent le modèle agro-écologique dans des circonstances difficiles.

Devenez héros pour le climat pendant notre nouvelle campagne !

Avec une toute nouvelle campagne d'automne sur les héros pour le climat, proches et lointains, nous montrons que l'agroécologie fonctionne comme alternative à l'agriculture industrielle. Nous diffusons un message d'espoir et mettons en lumière les petits et grands héros qui se consacrent au climat par le biais de l'agroécologie.



©Rawpixel

Le point final de la campagne sera le sommet des Nations Unies sur le climat (COP27) en novembre 2022. C'est une excellente occasion pour les États africains, qui ressentent déjà les effets du changement climatique, de mettre l'agroécologie à l'ordre du jour. Nous y contribuons en collectant les meilleures actions (également appelées bonnes pratiques) de nos pays d'intervention pour les diffuser et en recherchant le soutien des décideurs politiques en Belgique et dans les pays partenaires.

L'accent sur notre travail politique

En partant de notre rôle actif et notre expérience pratique sur le terrain, nous soutenons les processus politiques dans les pays partenaires et souhaitons peser sur la politique belge en matière de coopération internationale, d'agriculture et de nutrition. Nous le faisons par le biais du lobbying et de l'échange de connaissances avec les réseaux Coalition contre la Faim, Voedsel Anders Vlaanderen, Agroecology In Action et le Conseil consultatif sur le Genre et le Développement (ARGO).

En 2022, nous travaillerons sur trois thèmes politiques choisis par notre personnel international :

• Genre et agroécologie

Dans les pays partenaires, Solidagro travaille principalement dans les zones rurales, où la population se féminise de plus en plus à mesure que les hommes se déplacent vers les villes. Pourtant, les femmes ne bénéficient pas d'un accès égal aux terres, à l'eau d'irrigation et aux autres intrants de production essentiels. Ces dernières années, nous avons développé des activités autour de ce thème, dont nous voulons diffuser les résultats en 2022 pour inspirer d'autres communautés. Cela peut se faire en faisant pression sur ARGO, la Coalition contre la faim et Voedsel Anders Vlaanderen. Pour étayer notre politique de transformation du genre, une institution universitaire étudiera la politique actuelle du ministère de la coopération au développement en matière de genre et nous rejoindrons le groupe de travail sur le féminisme d'Agroecology In Action.

• Changement de climat et les systèmes alimentaires agro-écologiques

Le sommet des Nations Unies sur le climat de 2021 n'a pas fait grande chose pour le système alimentaire actuel, bien qu'un tiers des gaz à effet de serre en proviennent. En raison de l'allongement de la durée des sécheresses, de la modification du régime des précipitations, de l'intensité et de la désertification des terres agricoles, nos pays partenaires éprouvent un sentiment d'urgence face au changement climatique. Nous voulons documenter et diffuser nos bonnes pratiques sur le terrain à travers une toute nouvelle campagne annuelle, mais aussi dans le cadre d'activités autour du sommet des Nations Unies sur le climat en novembre 2022 et avec un article sur la relation entre le changement climatique et l'agriculture.

• La souveraineté alimentaire

Un dernier thème pour 2022 est la souveraineté alimentaire et la vision que les agriculteurs et les citoyens ont des politiques alimentaires de leurs décideurs. Nous constatons que de plus en plus de villes et de municipalités (en Belgique et à l'étranger) élaborent des stratégies alimentaires locales. Au niveau international, Solidagro travaille depuis des années avec les organisations paysannes afin qu'elles puissent s'informer sur la politique alimentaire et avoir leur mot à dire. Cela peut se faire en créant des réseaux régionaux et locaux, mais aussi en renforçant les capacités et en sensibilisant les producteurs et les consommateurs aux transitions nécessaires dans le système alimentaire. Par le biais du réseau Voedsel Anders Vlaanderen, nous étudierons en 2022 les voies qui peuvent être développées par la stratégie alimentaire flamande.

Partenaires de Solidagro

BELGIQUE

Partenaires locaux
Broederlijk Delen
Dwagulu Dekkente
Energiecoach Sint-Niklase scholen
Fian Belgique
MOS Oost-Vlaanderen
Ngo-federatie
Odisee hogeschool
Oxfam-Magasins du monde Sint-Niklaas
Rode Kruis opvangcentrum Sint-Niklaas
Ville de Sint-Niklaas
VLOS
Welzijnszorg
Wervel
11.11.11

Partenaires financiers

Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD)
Province Oost-Vlaanderen
Commune de Sint-Niklaas

BOLIVIE

Partenaires locaux
Aynisyuy
Fundación Agrecol Andes (Agrecol)
Instituto de Capacitación Campesina (INCCA)
Partenaires financiers
Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD)
Fondation BVLA (par la Fondation Roi Baudouin)
Fondation Elisabeth et Amélie (par la Fondation Roi Baudouin)
Commune Destelbergen
Fondation Antoon Spinoy
Province Oost-Vlaanderen
11.11.11

BURKINA FASO

Partenaires locaux
Association les Mains Unies du Sahel (AMUS)
Association pour la Promotion de l'Agriculture (APAD)
Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Rural (APEDR)
Association Song Koaadba (ASK)
Association Pag-La-Yiri (PLY)
Partenaires financiers
Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD)
Eurofins Foundation
11.11.11

MALI

Partenaires locaux
Association Recherche Action Femmes et Développement (ARAFD)
Groupe d'Animation et Actions au Sahel - Mali (GAAS-Mali)
Partenaires financiers
Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD)
Fondation Elisabeth et Amélie (par la Fondation Roi Baudouin)
WaterAid
11.11.11

LES PHILIPPINES

Partenaires locaux
Alternative Learning Center for Agricultural and Livelihood Development (ALCADEV)
Center for Development Programs in the Cordillera (CDPC)
Climate Change Network for Community-based Initiatives (CCNCI)
MASIPAG
Mindanao Interfaith Services Foundation (MISFI)
Philippine Network of Food Security Programmes (PNFSP)
Partenaires financiers
Action Solidarité Tiers Monde (ASTM)
Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD)
Province Oost-Vlaanderen
Fondation Ronoylion
11.11.11

SÉNÉGAL

Partenaires locaux
Département du Développement Communautaire de l'Eglise Luthérienne du Sénégal (ELS)
Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)
Partenaires financiers
Direction Générale Coopération au Développement et Aide humanitaire (DGD)
Fondation Elisabeth et Amélie (par la Fondation Roi Baudouin)
11.11.11

L'équipe de Solidagro, en juin 2021 (par ordre alphabétique)

Alain Traoré
Représentant pays, Burkina Faso et Mali
Annie Ouedraogo
Responsable administratif et financier, Burkina Faso et Mali
Charlotte Timmermans
Responsable communication
Doudou Diallo
Représentant pays, Sénégal
Fairouz Gazdallah
Responsable politique
Frank De Ryck
Responsable collecte de fonds et infrastructure
Geraldine Mabbe
Coordinatrice programme Belgique
Gerben Van Houte
Responsable éducation des jeunes et bénévoles
Ina Weyers
Responsable administration et finances
Jaap Op de Coul
Représentant pays, Bolivie

Jan Mertens
Coordinateur administration et finances
Kathy Bernaerts
Coordinatrice programme DGD Fian/Quinoa/Solidagro/Viva Salud
Lien Verstraete
Gestionnaire programme Sénégal
Luis Carlos Aguilar
Responsable programme Bolivie
Nafissetou Ouedraogo
Responsable programme Burkina Faso
Rebekka Eschauzier
Responsable éducation et mouvement
Pascal Van Driessche
Coordinateur programmes DGD Solidagro et gestionnaire programme Bolivie et Philippines
Tim De Roeck
Directeur
Wim Vereecken
Gestionnaire programme Burkina Faso et Mali

Bestuur in 2021
Bart Meylemans (président jusqu'à 30 juin 2021)
Els Cant
Leo Foubert
Lieven Bauwens
Marc Peeters
Philip De Klerck
Paul Verbeke (voorzitter vanaf 1 juli 2021)
Steven Meeus

Colophon
Rédaction finale de la version néerlandophone : Charlotte Timmermans
Traduction de la version néerlandophone : Fairouz Gazdallah, Geraldine Mabbe, Gerben Van Houte, Guy Sneyers, Riet Heirman, Paul Verbeke
Contributions : Bart Van Gasse, Elisa Keustermans, Fairouz Gazdallah, Geraldine Mabbe, Gerben Van Houte, Jan Mertens, Lien Verstraete, Pascal Van Driessche, Tim De Roeck et Wim Vereecken
Photographie : Always Hungry, Sanne Derks, Niels Coppes, Coen Wubbels, Marco Van Wesemael, e.a.
Special thanks to : Bart Van Gasse
Mise en page : Gunther Fobe

L'ONG Solidagro s'engage pour le droit à l'alimentation et à l'eau pour tous. Nous travaillons ensemble avec des organisations en Belgique, en Bolivie, au Burkina Faso, aux Philippines, au Mali et au Sénégal. Avec eux, nous travaillons sur des solutions structurelles et durables telles que des investissements dans des systèmes d'irrigation, des moulins à riz et des potagers, mais aussi sur la formation et le renforcement des communautés. Votre soutien en tant que donateur ou bénévole est plus que bienvenu.

Le droit à l'alimentation pour tous BE19 0012 1876 7412

Restez au courant ! Inscrivez-vous pour notre lettre d'information mensuelle sur solidagro.be ou suivez-nous sur les réseaux sociaux :

 facebook.com/ngosolidagro  instagram.com/solidagro_vzw

Bienvenue chez les Brigades d'Actions Paysannes !

Entre 2000 et 2017, le nombre d'exploitations agricoles en Flandre a diminué de 43%. Les Brigades d'Actions Paysannes, une initiative de Solidagro, Wervel et FIAN Belgium, est un réseau de citoyen.ne.s engagé.e.s qui soutiennent l'agriculture agro-écologique.

Découvrez d'où vient votre nourriture et allez sur le terrain lors de l'une des journées de participation ! Visitez www.landbouwbrigades.be.



Préférez-vous de recevoir ce bulletin de façon digitale l'année prochaine ? Indiquez vos préférences sur notre site www.solidagro.be/profiel.

Solidagro vzw
Mercatorstraat 81, 9100 Sint-Niklaas - 03/777 20 15
info@solidagro.be - www.solidagro.be